



Denis Merklen

## Pourquoi brûle-t-on des bibliothèques ?

Presses de l'enssib

---

# Chapitre 5 : La bibliothèque au cœur du politique

---

DOI : 10.4000/books.pressesensib.2155

Éditeur : Presses de l'enssib

Lieu d'édition : Villeurbanne

Année d'édition : 2013

Date de mise en ligne : 19 décembre 2017

Collection : Papiers

ISBN électronique : 9782375460887



<http://books.openedition.org>

### Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2013

### Référence électronique

MERKLEN, Denis. *Chapitre 5 : La bibliothèque au cœur du politique* In : *Pourquoi brûle-t-on des bibliothèques ?* [en ligne]. Villeurbanne : Presses de l'enssib, 2013 (généralisé le 01 février 2021).

Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/pressesensib/2155>>. ISBN : 9782375460887.

DOI : <https://doi.org/10.4000/books.pressesensib.2155>.

---

Ce document a été généré automatiquement le 1 février 2021.

---

## Chapitre 5 : La bibliothèque au cœur du politique

---

- 1 Dicere etiam solebat nullum esse librum tam malum, ut non aliqua parte prodesset<sup>1</sup>.
- 2 Nous avons déjà évoqué les clivages socioculturels qui agissent sur la conjoncture actuelle à travers la parole écrite. Afin de comprendre le lien entre les violences et les bibliothèques de quartier, j'ai essayé de prendre les pierres et les cocktails Molotov lancés contre les premières comme étant des messages. Il n'y a pas que les livres pour abriter des productions de sens. Les quartiers parlent à travers des actes qu'ils manient avec finesse comme des messages adressés à un espace public où il est difficile de se faire entendre. Ces messages de pierres et de feu devraient nous permettre de mieux comprendre les rapports de la bibliothèque à la culture populaire. Incendies et caillassages parlent autant de ceux qui lancent pierres et cocktails Molotov que des bibliothèques auxquelles ils s'adressent. Une interprétation culturelle du conflit nous oblige à interroger ces productions de sens, qui se superposent, cohabitent et entrent en compétition au sein de l'univers populaire comme autant de mémoires empilées les unes sur les autres. Nous pouvons interroger la parole écrite comme étant essentiellement un lieu de mémoire. Quelles sont les mémoires inscrites dans les livres ? Comment ne pas penser que l'hétérogénéité des classes populaires renvoie aussi à leur capacité à interpréter le monde en fonction de mémoires distinctes et différenciées et qui peut-être ne communiquent pas toujours entre elles ? Quels sont les éléments utiles à la compréhension des mobilisations contemporaines tels qu'ils se trouvent écrits et condensés dans ce que nous appelons « mémoire ouvrière » ? Dans quelle mesure la mémoire à laquelle donne accès l'écrit permet-elle de donner sens aux conflictualités actuelles ? Ne renvoie-t-elle pas plutôt nombre de productions contemporaines vers le non-sens ? Quel livre pourrait aller chercher dans ses rayons un bibliothécaire afin de comprendre pourquoi ces individus qu'il appelle « jeunes » et qu'il tente d'aider lui lancent des cocktails enflammés qui vont inévitablement souiller ce qu'il y a de plus sacré pour lui ?
- 3 Les bibliothèques de quartier sont avant tout des institutions destinées à « rendre accès », disent avec raison les bibliothécaires. Mais la bibliothèque est aussi,

fondamentalement, une institution vouée à orienter, qui sert à la fois de « phare et de havre », pour reprendre l'expression de Roger Chartier<sup>2</sup>. Et dans ce dernier rôle, elle se voit obligée de classer, d'intégrer et d'exclure, de qualifier, d'organiser, de sélectionner et de bien séparer, justement, l'ivraie du bon grain. C'est ce en quoi consiste l'action de « désherber » et, plus important encore, les achats qui font peu à peu les fonds de chaque bibliothèque. C'est par ce biais que celle-ci construit un public et qu'elle peut agir dans chaque quartier. Or, le problème, c'est que les bibliothécaires ne peuvent discuter de ces questions qu'à huis clos, c'est-à-dire entre professionnels. Puisqu'elle se représente elle-même comme un service public, comme un espace ouvert à tous, elle fonctionne sur la fiction d'un espace public, sans contrainte, comme un agent qui n'agit pas, neutre. Alors, refoulés par une volonté de les maintenir à distance, les conflits sociaux et politiques font irruption dans son enceinte protégée comme un caillou à travers une vitre.

- 4 Notre désarroi est si fort que nous ne pouvons plus ouvrir nos textes avec l'assurance et la conviction de Pline le Jeune pour qui « *Il n'y a point de livre, pour mauvais qu'il soit, qui ne contienne quelque chose de bon* ». Tout au contraire, mon travail a été guidé par la conviction que ces pierres et ces cocktails incendiaires lancés contre les bibliothèques, qui vont brûler des livres et « *souiller* » des collections entières, ne déstabilisent pas seulement l'action des intervenants dans les quartiers, comme les bibliothécaires, les enseignants ou les travailleurs sociaux. Ces pierres frappent aussi à la fenêtre de nos bibliothèques, je veux dire celles où s'abreuvent sociologues et politiques.
- 5 Nous n'avons pas fini d'explorer ces pistes dans le cadre de notre livre. Il reste beaucoup à faire, volumineux est le matériel empirique que nous avons encore à étudier, et je ne suis pas en mesure d'assurer que les pistes que j'ai ouvertes ici fructifieront. Nous en avons exploré certaines, comme, par exemple, les parcours sociaux et politiques des bibliothécaires. Y a-t-il dans les modalités de formation et de recrutement des bibliothécaires une voie pour la compréhension des violences qui leur sont adressées ? Est-ce qu'une radiographie plus précise des destinataires des attaques nous permettrait de mieux comprendre les conflits qui leur donnent sens ? Quel est leur lien avec les enjeux de pouvoir locaux ? Quel est le poids de la vocation politique dans les parcours de bibliothécaire ? Ce sont des questions qui restent malgré tout ouvertes. Ce que nous savons, c'est que la compréhension de la relation sociale constitutive d'une bibliothèque, entre les bibliothécaires et leur public (et leur non-public), ne peut pas être comprise uniquement par une étude de ces derniers. C'est pourtant ce que les bibliothécaires réclament en permanence : des études sur les publics et leurs usages. Et la sociologie propose peut-être trop souvent une radiographie des publics, des usages et des lectures comme seul moyen de comprendre la bibliothèque.
- 6 Je voudrais, pour finir, exposer deux dernières pistes que j'ai développées en filigrane tout au long du texte. La première est guidée par l'hypothèse de la bibliothèque considérée comme un espace public. La seconde, que je développerai quelques pages plus loin, consiste à prendre au sérieux la sacralité invoquée par des bibliothécaires dès lors qu'ils font référence à des livres « *souillés* » par les incendies.

## La bibliothèque, espace public ?

- 7 Si nous voulons comprendre la relation existant entre la politique des bibliothèques et les violences sociales, nous devons faire un effort pour comprendre les deux actions, l'intervention locale des pouvoirs publics à travers les bibliothèques et les pierres lancées contre elles, comme faisant partie d'un échange entre groupes et catégories sociales. Et les messages échangés parlent autant de la manière dont les bibliothécaires voient les classes populaires que de ce qu'est une bibliothèque, comment elle est perçue, ce qu'elle représente pour les classes populaires. Nous avons vu que, face à l'écrit comme face à tout le reste, les opinions, avis et positions des classes populaires sont loin d'être uniformes. On y voit des oppositions entre les habitants eux-mêmes. Mais au sein de ces voix confuses et de ce vacarme difficile à saisir, une voix très puissante est perceptible qui nous renvoie, elle, à notre propre position sociale, une position sociale où « nous » nous reconnaissons ensemble, enseignants, bibliothécaires, universitaires, hommes politiques, journalistes.
- 8 Une force centripète déconcentre la politique par un investissement du lieu de vie compris comme étant un lieu du politique. Cette force exprime une volonté manifeste de désenclavement du quartier pour le ramener au centre de l'activité politique et pour rappeler que ces territoires font aussi partie de l'espace public. C'est l'un des premiers éléments qui confère sa spécificité à la politicalité populaire d'aujourd'hui. Dans cette nouvelle politicalité populaire, nous observons un investissement du quartier comme territoire du groupe, comme lieu d'appartenance, comme source d'identité et comme moyen d'accès à des ressources variées. C'est ce que nous avons souligné plus haut comme étant à l'origine du conflit entre ceux qui cherchent à s'appropriier le quartier et ceux qui cherchent à « s'en sortir ». Cette double volonté d'inscription du territoire local dans l'espace du politique et d'investissement de ce même territoire comme lieu de vie est à la base d'une tension fondamentale qui traverse l'univers populaire et dont les victimes ne sont pas seulement les bibliothèques, mais aussi les institutions en général et les habitants en particulier. D'un côté, les classes populaires poussent vers l'inscription territoriale du groupe, de l'autre, elles tirent vers une inscription dans la communauté des citoyens, en tant qu'individus. La politicalité populaire telle que nous l'observons dans les quartiers est traversée par cette contradiction. Celle-ci est à l'origine de divisions sociales tout comme elle est source de tensions symboliques, de représentation de soi, de son espace et de celui des autres.
- 9 Encore une fois, dans quel espace s'inscrit la bibliothèque ? Dans un sens, son action vise l'intégration sociale des individus, leur accès au « droit de cité », comme l'a justement souligné Michèle Petit<sup>3</sup>. Mais en même temps, l'action des bibliothèques apparaît comme un projet porteur de sens, comme un emblème, comme lieu de mémoire où les mémoires sont classées et qualifiées, légitimées ou au contraire délaissées. Nous avons vu jusqu'où la bibliothèque joue avec les classifications dans le cas de la revue *Closer*, par exemple. C'est dans ce double sens que la bibliothèque intègre l'univers des classes populaires. Elle n'est pas seulement porteuse d'un projet républicain ou de démocratisation. Nous devons nous interroger sur les mémoires qu'elle véhicule et représente en tant qu'institution culturelle. Dans quelle mesure ces mémoires servent-ils de support aux habitants ? Et à quels habitants ? Pour quoi faire ? Dans un sens, les bibliothèques de quartier s'apparentent à l'espace public, comme un lieu que chacun peut investir de contenus divers. Mais dans l'autre, elles constituent

l'emblème d'un groupe, son projet de transformation sociale, son support matériel et symbolique. Et ce qu'elles visent à transformer, ce sont surtout les classes populaires. Alors, comment celles-ci pourraient-elles ne pas résister quand ces projets sont conçus par des « intervenants » étrangers ? Dans ce cas, la bibliothèque devient objet de conflit, car son action s'oppose à celle des autres groupes qui se sentent attaqués par elle. Nos premières impressions nous portent à penser que, même lorsqu'elles se présentent et se veulent comme un espace public, les bibliothèques de quartier sont aux prises de conflits sociaux qui les dépassent et qui renvoient leur action à celle d'emblème d'un groupe social singulier.

- 10 D'un point de vue très général, considérées comme symboles, les bibliothèques de quartier oscillent donc entre deux formes d'action. Et cette oscillation constitue l'un des enjeux principaux de la conflictualité au sein de laquelle il faut interpréter les incendies et les divers heurts que nous observons. À l'une des extrémités de ce flottement, la bibliothèque tente de se constituer comme un espace public au sein du quartier. À l'autre extrémité, elle est renvoyée à la place d'un emblème qui représente un groupe ou une classe. Nous pouvons regarder ainsi la bibliothèque et nous demander dans quelle mesure elle est symbole d'un groupe particulier ou, au contraire, constitue un espace public.
- 11 Du point de vue de l'emblème d'un groupe (un drapeau, par exemple), quatre traits caractérisent le rapport entre le symbole et ce qui est symbolisé. En premier lieu, le symbole est régi par des règles connues de tous (pour celui qui les ignore, le drapeau n'est qu'un chiffon de couleur). En deuxième lieu, le symbole est ici univoque (chaque nation ou chaque club de foot a son drapeau). En troisième lieu, le symbole s'épuise dans son signifié (cela ne peut être *que* le drapeau de telle nation ou de tel club). Enfin, étant donné un régime de régulation, le rapport entre le symbole et ce qui est symbolisé est invariant et, corrélativement, ses matérialisations, infinies. Que le drapeau soit en toile ou peint sur un mur, dans un lieu ou dans un autre, ne change pas la qualité du signifiant.
- 12 Dans le cas d'un lieu public, les symboles possèdent des attributs opposés. Premièrement, il n'y a pas de normes qui puissent le clôturer, qui fixent son statut symbolique. Reste donc ouverte la possibilité d'inclure le lieu dans de nouveaux rapports signifiants, dans de nouvelles mémoires. Ainsi, une place est successivement celle des manifestants en faveur d'une cause et celle de ses opposants. Deuxièmement, étant donné son caractère ouvert, le sens des symboles ne peut pas être univoque et donne naturellement lieu à des interprétations diverses, souvent en conflit. Troisièmement, le lieu public signifie exclusivement dans les instants où la mémoire est activée (comme les Champs-Élysées lors des cérémonies du 14 juillet). Au-delà de ces moments, comme dans le cas des monuments pour Robert Musil, les lieux publics « rendent invisible ce qui est visible », comme une place devient le lieu des piétons ou des pigeons. Elle n'est qu'un espace ouvert que le passant traverse. Enfin, c'est justement parce qu'il peut être quotidiennement trivial que le lieu public peut accueillir sans contradiction des sens divers (comme lorsque deux manifestations, « pour » ou « contre » une cause, se font dans les mêmes rues). Les emblèmes symbolisent des identités collectives, tandis que les lieux publics représentent des événements. Il existe ainsi une différence fondamentale entre une bibliothèque qui s'appelle Jules-Vallès ou Saint-Just, qui prend clairement parti pour « la cause du

peuple » et une bibliothèque qui s'appelle Aladin ou Gulliver, qui se veut un espace neutre, ouvert, sympathique, agréable.

- 13 Qu'en est-il des bibliothèques dans les quartiers ? Sont-elles des espaces publics que les uns et les autres peuvent investir de contenus divers ? C'est ce que prétendent les bibliothécaires et les autorités de tutelle. Comme un livre peut hypothétiquement être ouvert par n'importe qui et théoriquement investi de sens multiples au moment de sa lecture, la bibliothèque doit nécessairement être pensée comme un espace public ouvert à tous. C'est, de ce point de vue, un espace ouvert d'où toute censure est exclue.
- 14 Ainsi, comme le livre, dans la conception que s'en font les bibliothécaires, la bibliothèque est un espace individualiste. Je veux dire par cette expression deux choses. D'une part, que les objets qui composent les collections des bibliothèques constituent autant de possibilités offertes à chacun de communiquer avec un autre individu, l'auteur, et ceci d'une façon totalement libre, car le lecteur n'est même pas redevable des intentions de celui-ci et peut penser ce qu'il veut avant, pendant ou après la lecture. D'autre part, je veux dire qu'en tant qu'espace public et justement parce qu'elle rend possible la communication avec des individus qui ne sont pas là, parce que le livre a été écrit ailleurs et souvent il y a longtemps, la bibliothèque rend possible une émancipation de l'individu de la contrainte locale. Ceci est effectivement très important pour les classes populaires. Comme le montrent beaucoup d'études, c'est souvent grâce à la bibliothèque que les jeunes filles arrivent, par exemple, à échapper aux représentations machistes ou religieuses qui les étouffent au sein de leur famille et du quartier lui-même ; et c'est souvent par l'expérience de l'autre qu'on informe sa propre réalité, comme lorsque les jeunes des quartiers lisent sur les jeunes Noirs de New York.
- 15 Cette représentation de la bibliothèque comme lieu public est très importante parce qu'elle décrit une dimension de la présence de cette institution publique dans les quartiers, et certainement aussi parce qu'elle lui confère un horizon d'action. Mais en même temps, elle ôte toute possibilité de réfléchir à d'autres dimensions de son action et de sa présence, à la manière dont elle est inscrite dans les conflits qui divisent l'espace du monde populaire. Nous pouvons dire peut-être, et sans trop de risque de surinterprétation, que, quand une pierre casse la vitre d'une bibliothèque, celle-ci se voit dénoncée d'avoir failli dans la constitution d'un espace ouvert à tous et qu'elle est devenue un agent, voire l'emblème d'un groupe particulier. C'est « *leur bibliothèque, pas la nôtre* ».
- 16 En réalité, la bibliothèque est un espace clôturé par une série de normes, dont celles inscrites dans son règlement intérieur, qui ferment son périmètre afin de rendre son activité possible. En ce sens, elle ne peut pas être un lieu ouvert comme une place ou le trottoir d'une rue. Son régime de régulation est à la fois plus strict et plus précis. Or, une question se pose. Peut-on considérer la bibliothèque comme un espace public, à proprement parler, c'est-à-dire au sens de l'espace politique de la démocratie ? La question est pertinente, car une certaine confusion se présente dès lors que ces équipements sont conçus, à la fois dans la pensée politique contemporaine et dans la pensée professionnelle des bibliothécaires, comme un service public et comme un espace politique dont le but est d'offrir aux citoyens des outils pour leur intégration sociale et pour leur formation politique. Les livres, les disques, les films, les périodiques sont là, dans l'espace des quartiers, pour permettre à ces individus et à ces familles d'accéder à la culture et de disposer d'un certain nombre d'outils nécessaires à

l'intégration sociale (recherche d'emploi, réussite scolaire, éducation familiale, méthodes de langue, activités diverses). Mais les collections sont également disponibles pour permettre à chacun d'explorer et d'élargir ses horizons culturels, d'alimenter son esprit critique, de s'informer, de se former, d'évoluer. La lecture, mais aussi l'écoute d'œuvres musicales ou l'observation d'œuvres cinématographiques sont supposées pleines de vertus pédagogiques dont l'individu de nos sociétés a besoin pour sa performance sociale (pour « réussir ») et pour son agir comme homme politique. La République défend son espace et promeut sa culture en même temps qu'elle donne des chances aux individus de participer à sa permanente redéfinition. Tout à son honneur.

- 17 Le problème vient de la présence des bibliothèques dans ces territoires des classes populaires que sont les quartiers. Car notre société ne constitue pas un espace ouvert et homogène où chaque individu se promènerait en liberté. Elle présente plutôt la forme d'un espace profondément divisé, et aussi d'espaces multiples parfois incompatibles qui s'entrechoquent, se chevauchent et se repoussent comme des plaques tectoniques, secousses plus ou moins périodiques comprises. C'est dans ce cadre-là que la bibliothèque est renvoyée par les agressions qu'elle subit à son rôle d'emblème, voire du sacré de l'autre. C'est dans ce cadre-là aussi qu'elle est rappelée à son objectif d'« intervention sociale », c'est-à-dire d'intervention d'un groupe social sur le territoire d'un autre groupe. Car chaque fois que l'État conçoit son action comme une « intervention sociale », il fait des quartiers où ces actions se déploient des « territoires » de l'autre. Un autre qui cesse ainsi d'être vu comme un concitoyen pour devenir une « classe populaire »<sup>4</sup>.
- 18 Et la bibliothèque est un acteur dans un espace culturel où d'autres acteurs lui font concurrence et parfois s'opposent à elle : la télévision et la radio, Internet, des médias et des industries culturelles, l'école, etc. Elle n'est pas un espace ouvert à tous, mais un acteur dans un monde conflictuel et divers.
- 19 Ainsi considérée, il est indispensable de penser la bibliothèque comme un espace ouvert, certes, mais aussi comme le symbole d'une frontière sociale qui sépare deux territoires. Selon le point de vue des habitants, on observe que, de l'autre côté, dans l'espace de la bibliothèque comme dans celui de l'école et des institutions publiques en général – c'est-à-dire dans l'espace gouverné par « les politiques » –, un groupe social impose sa loi. Et cet espace séparé est enclavé dans « notre » territoire. Alors, il devient impératif de montrer que, de ce côté, « c'est nous » qui gouvernons.
- 20 À la bibliothèque Aimé-Césaire, celle par laquelle le conseil général du Val-d'Oise a remplacé l'ancienne bibliothèque de Villiers-le-Bel, incendiée dans la nuit du 26 novembre 2007, un bibliothécaire me fournit un bon exemple. Je m'étais rendu dans les locaux de la municipalité pour présenter les résultats de ma recherche dans le cadre d'un colloque organisé par le conseil général en décembre 2008, un an après l'incendie de ladite bibliothèque. Le colloque avait été programmé à la date exacte du premier anniversaire de l'incendie, puis légèrement déplacé « pour ne pas faire "commémoration" », comme me l'ont expliqué les organisateurs. L'objet des débats était « La bibliothèque comme outil de lien social », auxquels se sont inscrits 250 participants d'un public composé de bibliothécaires et d'élus<sup>5</sup>. Ce mélange de deux catégories professionnelles, bibliothécaires et élus, a été quelque chose de très important pour les premiers, car ils ont l'habitude de se réunir pour discuter entre eux, mais ne le font presque jamais avec les élus qui ne se déplacent, eux, que pour prononcer un discours d'ouverture et de bienvenue lorsqu'un congrès important de bibliothécaires se tient

dans leur ville. Le colloque était donc à la fois un moment de diagnostic (essayer de comprendre l'incendie de la bibliothèque vécu une année auparavant) et programmatique (présenter la bibliothèque « comme outil de lien social » afin de trouver une issue à la situation provoquée par l'incendie de l'ancienne bibliothèque). Les débats et les communications ont été effectivement fort intéressants. Or, une absence m'a frappé : aucun habitant des quartiers concernés, aucune association d'habitants, aucun collectif, groupe politique, religieux ou groupe de musique n'ont été invités à participer aux débats. On discutait entre nous des interventions qu'on allait faire chez eux, et on interprétait du mieux qu'on pouvait le sens de ce message sans parole envoyé dans les cocktails Molotov parce qu'on refusait à cette parole tout espace de déploiement. Ont parlé, dans l'ordre, des hommes politiques (à commencer par le président du conseil général, puis le maire de la ville), des experts (dont moi-même) et des bibliothécaires (qui ont raconté « des expériences réussies » dans la « promotion du lien social »). Les habitants, quant à eux, étaient dans leur quartier, à quelques centaines de mètres de là. Les inviter aurait été accepter le risque de considérer que l'incendie avait un sens, et aurait nécessité l'ouverture de l'espace du colloque à l'espace public des conflits. Alors, à la pause déjeuner, je me suis échappé pour aller à la nouvelle bibliothèque Aimé-Césaire, dans ses locaux préfabriqués. Et là, un bibliothécaire m'a expliqué beaucoup de choses, il m'a fait un récit des émeutes et de l'incendie. Il ressentait une angoisse évidente qui se manifestait par son envie de parler à ce sociologue qu'il ne connaissait pas et qui n'a fait que se présenter et dire sur quoi il travaillait (« les bibliothèques prises pour cible de violences »). Mais je retiens ici un élément particulier. Il m'a expliqué que « depuis la réouverture de la bibliothèque, tous les jours, ils [les jeunes du quartier] viennent marquer leur territoire », c'est-à-dire « qu'ils mettent les livres par terre, font du bruit, puis ils s'en vont. Cela dure une demi-heure, pas plus ». Cette expression faisant référence à un acte qui consiste à « marquer le territoire », que j'ai entendue maintes fois, est devenue une espèce de lieu commun des « intervenants sociaux » dans les quartiers. C'est le conflit pour une frontière sociale et pour la participation à la formation des normes qui régulent ces espaces et la définition de leur contenu. L'expression englobe aussi les conflits pour le contrôle des ressources qui y sont disponibles. Lorsque l'institution conçoit les habitants comme des usagers et que ceux-ci ont le droit d'entrer dans la bibliothèque en sachant qu'ils demeurent essentiellement extérieurs à elle, elle produit un clivage fondamental. Lorsque la bibliothèque refuse tout pouvoir de décision aux habitants et réduit le citoyen au statut d'utilisateur, elle n'intègre pas les habitants ni ne se met de leur côté ; elle les met plutôt en position d'extériorité, en face d'elle. Alors, c'est comme si ces derniers se disaient : « Leur espace (celui de l'institution) est plus riche que le nôtre, ils ont des choses que nous voulons, d'autres dont nous avons besoin. Souvent ils dépensent un argent qui nous manque dans des objets que nous n'aurions jamais choisis en priorité. Mais en même temps, ils ont besoin de nous. Et c'est pour ça qu'ils viennent jusqu'à nous, sinon, ils ne viendraient même pas. C'est peut-être pour ça qu'ils viennent nous voir et qu'ils veulent qu'on entre dans leurs espaces, parce qu'ils ont besoin de nous. Alors, quand on passe de l'autre côté de la frontière, il faut bien se tenir, s'habiller, être correct, parler poliment. » Par contre, « ici, au quartier, nous sommes chez nous et les choses sont plus simples. Il n'y a pas d'effort à fournir, on peut être comme on est, simplement. C'est peut-être pour ça que les bibliothécaires, les médiateurs, les travailleurs sociaux, s'appellent « intervenants ». C'est qu'ils doivent sentir, eux aussi, qu'ils ne sont pas chez eux. Il paraît même qu'ils ont peur de sortir la nuit de leur espace et de traverser le

quartier. Et c'est vrai qu'il y a des gars du quartier qui prennent plaisir à leur faire peur. Ils ont peur pour leurs biens, pour leur téléphone et leur bagnole. Nous leur faisons peur ? C'est vrai, ils ne sont pas chez eux. Le bibliothécaire garde un espace enclavé dans notre territoire, et c'est lui qui y fait la loi, qui contrôle l'entrée et la sortie des gens et des choses. Il dit que la bibliothèque est pour tous et qu'elle est ouverte. Mais il peut à tout moment dire : "Vous ne pouvez plus emprunter, vous êtes exclu du prêt." Puis, ils décident quand elle est ouverte et quand elle ferme. Ils imposent leurs conditions. Et quand quelqu'un ne respecte pas leur règlement, ils le mettent à la porte. Alors, on ne peut pas faire comme on veut dans notre propre quartier. Dans la bibliothèque comme à l'école, il faut faire des efforts. Eh oui, ce n'est pas chez nous. C'est un espace à eux, mais situé de ce côté-ci de la ligne. »

- 21 L'État (les municipalités, les gouvernements locaux, les communautés d'agglomération) construit des bibliothèques et des médiathèques « pour eux », pour les classes populaires. Et c'est tout à l'honneur de ces institutions que de disposer ainsi de ces ressources, que l'État obtient, pour l'essentiel, dans le territoire d'autres groupes sociaux plus riches. Il s'agit, après tout, d'une redistribution des richesses que le marché a dans un premier temps réparties de façon à ce qu'elles se trouvent concentrées dans l'espace des autres. Mais ce que les pouvoirs locaux ne font pas, c'est construire des bibliothèques « pour nous », en incluant dans ce « nous » la population qui est censée constituer la collectivité locale. On ne dit jamais : « bâtissons des bibliothèques, des gymnases, des maisons de quartier pour nous ». La conception même de ces institutions établit la communauté locale comme un groupe social divisé : les classes populaires (les habitants) d'un côté, les gouvernants de l'autre.
- 22 Cette distinction fondée sur le principe de la représentativité est évidemment propre à notre régime politique, et il légitime le droit de « faire au nom de ». Or, nous devons nous interroger sur la distance existant entre la légitimité institutionnelle et les légitimités ordinaires. Ce que nous avons pu observer tout au long de notre recherche, c'est la présence diffuse mais explicite d'un ensemble de refus et de contestations. Nous voyons contester les projets d'urbanisation ou de rénovation urbaine dans lesquels s'inscrivent la construction ou la transformation des bibliothèques. Nous avons souvent observé le refus de reconnaître toute représentation aux gouvernants, aux autorités ou aux fonctionnaires. Rappelons-nous : « *Ils mettent des bibliothèques pour nous endormir, pour qu'on reste dans son coin, tranquilles, à lire. Ce que les jeunes veulent, c'est du travail. La réponse c'est : "Cultivez-vous et restez dans vos coins." On t'impose un truc !* » Rappelons-nous aussi les critiques adressées au processus de rénovation urbaine qui détruit « *le cœur du quartier* » pour le remplacer par « *un lieu vide, un truc de rien, pour des vieux* ». Rappelons-nous enfin : « *Quand on leur dit de sortir, ils comprennent pas et c'est : "Je sortirai pas, tu te prends pour qui ?"* ».
- 23 J'ai décrit cette conflictualité quotidienne qui rend parfois très difficile le travail des bibliothécaires et prend des formes multiples d'opposition. Une conflictualité au sein de laquelle les normes, leurs principes et les systèmes d'autorité qui leur sont associés sont contestés au nom d'autres principes. Au nom d'une norme religieuse souvent, au nom de sociabilités juvéniles, au nom de principes d'appartenance sociale symbolisés par des goûts culturels (le hip-hop, les cultures urbaines), dans le cadre plus général d'une contestation de la légitimité de l'État et de sa capacité répressive (ce qui se traduit le plus souvent par des conflits et des affrontements avec la police qui irradient après vers l'ensemble des institutions publiques). Une contestation qui prend la forme

d'une critique de l'utilisation des ressources et des priorités. Ainsi, nous avons observé la demande de certains habitants d'être embauchés dans les bibliothèques de leur quartier (pourquoi payer quelqu'un d'autre avec cet argent ?), ou les demandes de travail dans le cadre de la rénovation urbaine du Clos Saint-Lazare, ou encore la priorité demandée pour la rénovation des appartements, pour remédier aux dysfonctionnements d'infrastructure ou des ascenseurs au lieu de consacrer l'argent à une maison du temps libre.

- 24 Écartés des principes de délibération et de décision, les habitants des quartiers ont souvent le sentiment de voir leur condition de « surnuméraires » de l'intégration sociale (selon la caractérisation qu'en a faite Robert Castel), doublée d'une condition de « surnuméraire » politique (dans le sens que Jacques Rancière a donné à ce mot)<sup>6</sup>. On peut ainsi comprendre que ces fractions des classes populaires qui trouvent dans l'inscription territoriale l'un des seuls supports sur lequel elles peuvent compter s'opposent à ce que « leur » territoire devienne un lieu public. Mais en même temps, nous pouvons observer que, par leur action, en brûlant les établissements publics comme les voitures, elles attirent l'attention des médias et de l'opinion publique, cherchant ainsi à faire sortir leurs quartiers de l'oubli. Contre la relégation, elles cherchent à montrer que leur espace de vie fait partie de l'espace public, c'est-à-dire de l'espace des conflits et des débats politiques, de l'espace de la République.
- 25 Se présentant elle-même comme un lieu public, comme un espace ouvert à tous, sans prescription (la « lecture plaisir »), gratuit, sans vigile ni vidéosurveillance (comme dans le réseau de Plaine Commune), la bibliothèque se retire de l'espace de la délibération publique. Elle voit alors des adolescents et des habitants y faire irruption, vêtus d'un style qui leur est propre, avec casquette et écouteurs, avec voiles plus ou moins évidents, qui signifient à la fois une inscription collective et le refus d'être réduits à leur seule condition d'individus. Alors la bibliothèque subit l'irruption de formes d'action et de contestation sociale qui lui rappellent qu'elle ne peut pas, qu'aucune institution ne devrait s'extraire de l'espace public de la politique et que, au sein d'un régime démocratique, en tant qu'institution de la République, elle doit se soumettre au risque de la contestation. La sociologie, comme les bibliothécaires et souvent les hommes politiques, se désole de ne pas pouvoir entendre une parole (un porte-parole, un leader, une liste de revendications, un programme) dans le cadre des émeutes ; elle disqualifie alors ces actions en leur collant l'étiquette d'« apolitiques ». Mais, ce faisant, les uns comme les autres restreignent la politique à un espace d'échanges délibératifs<sup>7</sup>. La sociologie s'interdit de voir et d'entendre, et, surtout, elle prive la société de l'aide que les sciences sociales devraient lui fournir. Une aide qui résulte de leur capacité à interpréter avec des yeux et des oreilles différents, car formés dans des cadres de pensée qui leur sont spécifiques. Et quand il agit ainsi, le système politique refuse d'ouvrir ses portes et d'étendre pleinement la citoyenneté à tous les habitants du territoire.
- 26 Mais dès qu'on ouvre la porte à la considération politique de l'action d'autrui (avec son caractère disruptif), l'insensé se volatilise et les possibilités de compréhension prennent corps. Ainsi cette phrase : « *Si Sarko passe, on vous brûle la bibliothèque* », qui vient qualifier les incendies et les caillassages qui ont eu lieu dans le cadre de l'élection présidentielle. J'ai le souvenir de la jeune bibliothécaire qui a reçu la phrase de plein fouet, comme un caillou. Elle a été abasourdie, choquée, étonnée. Comme un homme de sciences rentre dans son laboratoire ou dans son cloître universitaire pour trouver la

réponse à ses questions, elle est rentrée dans sa bibliothèque en quête d'une explication, d'une piste de compréhension à saisir. Mais elle n'a rien trouvé. Pour elle, le candidat Sarkozy et le ministre de l'Intérieur qu'il avait été étaient à l'opposé de l'action de cette bibliothèque de municipalité communiste dans laquelle elle travaillait. Le premier proposait la répression, le nettoyage de la racaille au Kärcher, le remplacement de la police de proximité par l'envoi des CRS ou de la BAC ; il représentait l'intolérance vis-à-vis de l'immigration, voulait réduire les droits sociaux afin de mettre tout le monde au travail, incarnait une politique très anti-intellectualiste et anticulture. La bibliothèque, au contraire, propose de traiter tout le monde en sujet politique, en individus de plein droit, et utilise les ressources de l'État pour créer un équipement d'excellente qualité, ouvert, dans un quartier où les chômeurs et les emplois précaires sont nombreux. Dès lors, elle ne parvient pas à comprendre comment quelqu'un peut confondre les deux, « *mettre Sarkozy et les bibliothèques dans le même sac* », dit-elle. La phrase « *si Sarko passe, on vous brûle la bibliothèque* » est pour elle de l'ordre de l'insensé. Mais ce que le bibliothécaire ne peut pas voir parce qu'il s'interdit une lecture politique de la situation, c'est la chaîne de liens symboliques qui unit le président de la République à la bibliothèque d'un quartier de périphérie, cette chaîne qui ne divise pas seulement l'espace social laissant d'un côté les fonctionnaires, les stables et les protégés et de l'autre les chômeurs, les précaires et les relégués, cette chaîne qui divise aussi l'espace politique en laissant ceux qui gouvernent (chacun avec son idéologie) d'un côté et ceux qui sont gouvernés de l'autre. Une division sociale et politique qui structure la relation de l'État et des institutions avec les classes populaires comme un conflit de face-à-face.

#### Une bibliothèque incendiée pour protester contre l'élection de Nicolas Sarkozy

*Le Parisien*, lundi 7 mai 2007 : Tensions en Île-de-France [...] :

« ESSONNE. Le quartier de la Grande-Borne, à Grigny, a été émaillé d'incidents sporadiques tout au long de la soirée. Le calme est revenu avant qu'une série de caillassages à coups de parpaings ait lieu dans le quartier des Pyramides, à Évry, où une bibliothèque a, par ailleurs, été partiellement incendiée. Place de la Commune, un policier municipal a été visé, sans être blessé. Des incidents sont également signalés à Corbeil. »

[Cette même bibliothèque, l'annexe du quartier des Aunettes, à Évry, avait déjà été la cible d'un cocktail Molotov pendant les émeutes de novembre 2005.]

## De la souillure. S'attaquer au sacré de l'autre

- 27 SOUILLER de l'anc. franç. *soil* « abîme de l'enfer ; bourbier ». [...] 1. Littér. Salir. [...] « *Vêtus de loques, souillés d'avoir été abandonnés dans leur ordure* » Zola. [...] Altérer l'état d'asepsie de. Corrompre, infecter, polluer. 2. Fig. et littér. Salir par le contact d'une chose impure. *Puritains* « *que souille le seul contact des autres hommes* » Maupassant. Contaminer. « *Les vices dont furent souillés quelquefois ces asiles de la pitié* » Voltaire. Profaner. Salir, altérer (ce qui aurait dû être préservé, respecté). Avilir, entacher. Souiller la mémoire de qqn. « *Qu'est-ce donc que ce besoin de souiller, qui est chez la plupart - souiller ce qui est pur en eux et dans les autres* » R. Rolland

- 28 Le Petit Robert, 2009

- 29 Il est vrai que, comme l'a souligné Durkheim, notre régime social et notre régime politique reposent sur des dimensions « sacrées » en ce sens qu'il y a des zones de la vie sociale qu'on considère comme intouchables, et qui sont hors du débat public. Sont sacrés ces lieux de la vie sociale que toucher équivaldrait à souiller, qui ne peuvent être intégrés à l'espace politique, car leur mise en question vaut profanation. Le sacré concerne ce sur quoi reposent nos régimes de régulation. Durkheim lui-même a beaucoup insisté sur cette dimension sacrée de l'ordre social moderne et de la démocratie à propos du caractère sacré de la personne individuelle. Au moment de sa participation aux débats qui ont eu lieu autour de l'affaire Dreyfus, il a pris parti pour l'accusé et pour les intellectuels. D'un côté, il s'opposait aux « conservateurs » de l'époque, car, soutenait-il, une institution qui écrase l'individu (comme l'armée en ce moment) sort de l'ordre social, n'est plus légitime, devient « anomique ». L'opinion des individus n'a pas une valeur désorganisatrice pour la société et les institutions, au contraire, son respect est fondateur d'un ordre nouveau<sup>8</sup>. De l'autre côté, contre la position « libérale » au sein de ces mêmes débats (qui opposait aussi individu et institution, contrainte et liberté), Durkheim se servait de la figure du sacré pour réconcilier institution et individu, liberté individuelle et ordre social. Or, le caractère sacré de la personne humaine qui fonde notre ordre social ne relève pas, selon lui, d'un quelconque « droit naturel », ne va pas de soi. Au contraire, il est le résultat de l'action de l'État qui a conféré des droits à l'individu jusqu'à le placer au cœur de notre société<sup>9</sup>. Pour lui, les institutions (l'État) confèrent un caractère sacré à la personne individuelle, ce qui constitue le fondement même de notre régime politique.
- 30 C'est sur la base de ce raisonnement que nous reconnaissons sans difficulté une certaine sacralité dans l'ordre de la bibliothèque. Elle n'est effectivement pas un équipement comme les autres, « antenne jeunesse », « ludothèque », « maison de quartier » ou gymnase. De même que l'institution scolaire dans ses salles de cours, la bibliothèque contient quelque chose de sacré dans ses rayons. Une dimension sacrée de notre ordre social qu'on trouve mal définie, et en même temps évidente et difficile à reconnaître. Comme Durkheim l'a souligné, le sacré d'une société se reconnaît en creux chaque fois qu'un événement horrifie les membres d'un groupe social. Et l'incendie d'une bibliothèque, comme celui d'une école, provoque indignation et colère, mais aussi consternation, angoisse, désarroi, silence. D'où certainement la difficulté à revendiquer cet acte, qui semble n'avoir personne pour l'assumer, personne pour dire, comme dans le poème de Victor Hugo, « *j'ai mis le feu là* ». Et encore moins pour un hypothétique « *j'ai brûlé la bibliothèque* » qui serait plus explicite. Du côté de l'autonomie de l'individu, de son droit à l'information et au savoir, de son droit à reconstruire sa mémoire et à se doter d'un passé collectif, du nécessaire respect des idées et des opinions, des éléments dont il a besoin pour donner un sens à ce qui lui arrive, à ce qu'il fait et pour se projeter vers l'avenir, de ce « trésor » que nous avons en commun et sur la base duquel on peut en même temps agir ensemble et s'affronter dont parle Étienne Tassin avec Hannah Arendt, la bibliothèque contient sans doute quelque chose de sacré<sup>10</sup>.
- 31 Dans une « Note relative aux bibliothèques d'Île-de-France ayant fait l'objet de déprédations en novembre 2005 » de la Direction du livre et de la lecture (DLL) du ministère de la Culture, nous pouvons lire une série de treize brefs comptes rendus sur les bibliothèques brûlées pendant les trois semaines d'émeutes de l'automne de cette année. La note ne recense pas la totalité de bibliothèques et de médiathèques ayant été

incendiées, mais une chose a attiré mon attention : dans la quasi-totalité des cas, le mot « souillé » sert à qualifier ce qui est arrivé aux livres :

« **Yvelines (78), Les Clayes-sous-Bois (18 000 habitants)**. Le bâtiment, d'environ 550 m<sup>2</sup>, date des années 1980. Il a reçu, dans la nuit du dimanche 6 au lundi 7 novembre, un cocktail Molotov qui a provoqué un début d'incendie. Ont brûlé : un chariot à livres, une étagère et quelques livres. L'intégralité des documents restants, soit environ 40 000 ouvrages, est souillée de suie et de cendres.

**Essonne (91), Vigneux-sur-seine (26 000 habitants)**. L'équipement de 900 m<sup>2</sup>, ouvert en 1989, est implanté dans un bâtiment public contre lequel a été lancé, dans la nuit du 5 au 6 novembre, un cocktail Molotov qui a brûlé quelques bandes dessinées ; plusieurs bacs à albums et tables ont été partiellement incendiés. L'intégralité des documents restants, soit environ 45 000 ouvrages, est souillée de suie et de cendres.

**Seine-Saint-Denis (93), La Courneuve (36 000 habitants)**. La bibliothèque annexe (environ 100 m<sup>2</sup>), qui date de 1970, est implantée dans une Maison de l'enfance située dans le quartier des Quatre-Routes. Le bâtiment a été incendié dans la nuit du 4 au 5 novembre, ce qui a provoqué la destruction des trois ordinateurs que possédait l'annexe, de la banque de prêt et d'un grand nombre de livres, 7 000 à 8 000 environ, soit le quart des collections, destinées très majoritairement à la jeunesse. Les ouvrages restants (22 000 environ) sont tous souillés de suie et de cendres. »<sup>11</sup>

32 J'étais donc surpris, dès le début de ma recherche, par cette invocation de la sacralité présente en creux à travers l'évocation de la « souillure » tout au long de ce rapport. Mais j'ai trouvé par la suite de la « souillure » évoquée dans le discours des bibliothécaires, des autorités, des hommes politiques, des journalistes et même dans les échanges avec d'autres sociologues chaque fois que je présentais à la discussion les avancées de mon travail. Il ne m'échappe évidemment pas que le verbe « souiller » fait partie de la langue courante française (plus que son équivalent *mácula* ne l'est dans l'espagnol contemporain de l'Amérique latine, par exemple), notamment pour faire référence aux effets salissants de la fumée et des cendres. Mais cette familiarité ne peut pas cacher le fait que le mot indique ici la forme par laquelle ces cocktails Molotov sont reçus. Notamment parce que « la souillure » n'est pas apparue une seule fois dans le discours des habitants<sup>12</sup>. Et l'idée de souillure, avec toute sa charge de religiosité (souille = abîme de l'enfer), va profondément marquer les échanges qui suivront à chaque incendie à l'extérieur du quartier<sup>13</sup>. En premier lieu parce que l'onde de choc provoquée par ces impacts va de la bibliothèque à la mairie et, à partir de celle-ci, elle atteint l'ensemble du système politique, provoquant jusqu'à la réaction de ministres et des plus hautes autorités. En chemin, les attaques placent les bibliothèques et leurs quartiers, comme nous l'avons vu, au centre de l'espace public, jusqu'à ce que la médiatisation de l'événement s'éteigne avec le feu (est-ce pour cela que les pompiers sont caillassés dans les cités, parce qu'ils éteignent la médiatisation avec l'extinction du feu ?). En second lieu, parce que cette propagation de l'action n'est possible que grâce à son inscription dans la dichotomie qui sépare pur et impur, sacré et souillé, *purity and danger*<sup>14</sup>.

33 Mary Douglas montre bien comment cette frontière entre la pureté et le danger est structurante d'un ordre social. C'est par son institutionnalisation que l'ordre acquiert sa capacité à tracer la frontière qui sépare le groupe de son extérieur. Alors, que l'action des classes populaires soit reçue en termes de « souillure » ne relève pas du hasard ou d'une coïncidente déformation du langage courant. La qualification relève du sens commun, c'est-à-dire du sens partagé. Les différents termes employés par Douglas

dans son analyse et dans ses descriptions, « pollution », « souillure », « impureté » (traductions de " *dirty* ", " *uncleaness* ", " *pollution* ") renvoient à ce qui est à la fois méprisable et ignoble (" *dirty* "), ce qui implique l'impureté (" *uncleaness* ") et à ce qui relève de la profanation (" *pollution* ")<sup>15</sup>. L'ensemble de ces catégories servent à signifier le désordre, la maladie, le malheur ou le mal. L'inexplicable<sup>16</sup>.

34 Ainsi qualifiée de souillure, l'attaque de la bibliothèque sort de l'ordinaire de la vie sociale parce qu'elle a touché au sacré. L'acte n'est pas seulement inexplicable ou insensé. Ses auteurs sortent du corps social et sont expulsés de l'autre côté de la frontière comme les auteurs d'un fait extraordinaire. À l'opposé de cette explication de sens commun, on peut dire dans un premier temps que l'émeute (au sein de laquelle s'inscrit l'incendie) fait partie de l'ordre des choses et que ceux qui lancent pierres et cocktails Molotov ne sont ni des « racailles » ni des « voyous », qu'il s'agit de « jeunes ordinaires », c'est-à-dire du même type de jeunes qui habitent ces quartiers<sup>17</sup>. Mais dans un deuxième temps, il faut immédiatement ajouter que ces actes ne peuvent pas être considérés uniquement comme le résultat d'une communauté d'expérience qui rend ces jeunes « ordinaires ». Car il y a, contenu dans ces actes, quelque chose d'exceptionnel. Et cela malgré le caractère endémique de l'émeute depuis que les quartiers sont devenus des « cités » et non plus les quartiers d'habitat social de la classe ouvrière. Avec ses messages de pierre et ses incendies, l'émeute est constitutive de ce que ces quartiers sont aujourd'hui, mais pas dans le sens qu'elle « résulte » normalement des conditions sociales qui les caractérisent. Il y a quelque chose dans l'action qui doit nous conduire à nous interroger sur le régime politique et qui dépasse la seule détermination de l'action par les données sociologiques. L'incendie d'une bibliothèque n'est pas la conséquence immédiate d'une disposition des habitants ; entre autres parce que la réception de l'acte (par les autorités, les autres habitants, les médias, etc.) et son inscription (ou non) dans l'espace public font partie de l'action elle-même. Ainsi, chaque fois que j'ai présenté les avancées de mon travail dans des congrès, colloques ou journées d'étude organisés par des bibliothécaires, j'ai été étonné du fait que des bibliothécaires soient venus me dire « *dans ma bibliothèque aussi* ». Il s'agissait d'incendies (comme à Goussainville, en banlieue parisienne, ou à Aubry, près de Douai, dans le Nord<sup>18</sup>), ou d'autres attaques, comme dans le cas de cette directrice d'une bibliothèque du Val-d'Oise qui m'a raconté comment, un matin, ils ont trouvé la bibliothèque touchée par des impacts de balles qui avaient été tirées contre elle pendant la nuit. Dans aucun des cas il n'y avait eu le moindre article dans la presse ni la moindre prise de parole publique. Chaque fois, ces bibliothécaires m'ont dit : « *Voudriez-vous venir voir ? Je vous raconterai.* »

35 La compréhension des attaques contre les bibliothèques dans le cadre d'une réflexion sur la sacralité permet de les inscrire dans l'ordre des choses. Cela permet de voir ces actes comme une conséquence « naturelle » des dysfonctionnements de l'ordre social comme l'ont fait maints sociologues dans l'analyse des émeutes et des violences urbaines. Et cela permet, surtout, de percevoir que ce qui est en jeu, ce n'est pas seulement la mauvaise gestion d'un équipement de service public. Les questions posées dans le message qui entre avec la pierre dans la salle de la bibliothèque interrogent la nature même de notre régime politique. Et je me permets d'insister : la bibliothèque ainsi avertie et mise en question n'est pas seulement la petite bibliothèque de quartier, c'est celle qui contient les livres de sociologie et de politique contemporaine.

- 36 Or, une telle hypothèse nécessite encore plus d'un pas dans l'écriture sur ce type d'événement. Car bien qu'elle soit éclairante, la prise de conscience des sacralités qui définissent le périmètre de notre monde commun peut occulter ou, tout au moins, ne pas illuminer les divisions qui traversent l'ordre social. Je veux dire que le sens du « sacré » qui est pris pour cible n'est vraisemblablement pas univoque. Peut-être, lorsque la bibliothèque est attaquée, cesse-t-elle d'être ce sacré qui nous réunit pour devenir le sacré de l'autre : « *on vous brûle votre bibliothèque* ». Comme dans l'extériorité totale qu'introduit la dernière phrase du poème d'Hugo par laquelle le communard auteur de l'incendie répond au poète qui a tenté de lui faire prendre conscience de tout ce qu'il a détruit de culture « universelle ». Ce « *je ne sais pas lire* » sépare inévitablement les deux hommes qui ne partagent plus le même univers<sup>19</sup>. Comme le montre bien Hugo, cette bibliothèque contient du sacré pour le poète, et c'est ce qui l'indigne, mais l'analphabète n'a strictement rien à y faire et c'est grâce à la prise de parole déclenchée par son acte qu'il arrive à rendre visible son analphabétisme et son exclusion de la bibliothèque. Et son acte permet au poète de comprendre que, pour autant qu'elle soit présentée comme universelle, « la culture » ne comprend cependant jamais tous les individus qui habitent la société.
- 37 Lorsque les hommes politiques, les journalistes ou les autorités, les « représentants », pourrait-on dire, disqualifient les modalités de la protestation des classes populaires pour les renvoyer du côté de la « colère » (c'est-à-dire de la pathologie), de l'émeute ou de la délinquance, ils cherchent à sortir l'autre de la sphère du commun. D'où la « souillure » qui qualifie à la fois l'incompréhensible et l'inacceptable. D'où la qualification excessive de « violences » appliquée à toute forme de conflit, même lorsqu'aucune violence physique n'est commise contre les personnes – comme c'est le cas des conflits « ordinaires » que nous observons presque quotidiennement à l'intérieur des bibliothèques<sup>20</sup>. Mais si le message qui enveloppe la pierre est autrement accueilli et reçu, les feux qu'allument les bibliothèques peuvent nous éclairer sous un autre jour et nous permettre de voir nos concitoyens auteurs de ces incendies autrement que comme des pestiférés. Car le caractère sacré de l'ordre et la tournure que nos démocraties sont en train de prendre en s'accommodant de plus en plus aisément de la pauvreté redonnent de l'actualité à la séparation des concitoyens en classes. Dans ce cadre, « le sommeil des hommes est plus sacré que la vie pour les pestiférés » reprend tout son sens<sup>21</sup>.
- 38 Le sacré d'un régime social et politique ne concerne pas seulement ce que nous avons en commun et qui, d'une certaine manière, nous permet de vivre ensemble. Il est également, en même temps, fondateur de l'ordre de la domination. C'est suivant les courants qui se sont développés sous l'inspiration des travaux d'Antonio Gramsci autour de son concept d'« hégémonie » qu'on peut mieux comprendre la nature de cet enjeu fondamental<sup>22</sup>. Notamment parce que, contrairement aux concepts de « culture » et d'« idéologie » (telles que ces notions ont été massivement mobilisées dans les années 1960 et 1970), l'idée de l'hégémonie ainsi pensée met le conflit au centre de la conceptualisation. Pour Raymond Williams, l'hégémonie non seulement est dynamique et processuelle (contre les idées de « structure » ou de « système »), mais n'est absolument pas un phénomène « total » et, dit-il, inclut des formes de contestation et de « contre-culture » : " *It does not just passively exist as a form of dominance. It has continually to be renewed, recreated, defended, and modified. It is also continually resisted, limited, altered, challenged by pressures not all its own.* " <sup>23</sup> L'idée d'hégémonie introduit la

possibilité de considérer une totalité sociale comme toujours inachevée et, en conséquence, comme susceptible d'être contestée. En ce sens, il convient de distinguer une conception « organique » de l'hégémonie d'une conception « plurielle » de l'hégémonie<sup>24</sup>. Une conception non organique de l'hégémonie met l'accent sur ce moment où les groupes dominants présentent leur vision du monde comme une vision « universelle », mais sans jamais parvenir à l'imposer complètement ; elle définit la domination comme un processus toujours contesté. La vision ainsi imposée ne peut que prétendre à l'universalité, car elle est toujours confrontée à l'expérience sociale, au vécu, de chacun des groupes sociaux et, *in fine*, de chacun des individus<sup>25</sup>. Lorsque l'hégémonie est contestée, elle cesse d'être une matrice générale qui informe l'expérience sociale pour devenir simplement l'idéologie d'un groupe singulier. Elle a alors perdu une bonne partie de son efficacité. Elle a quitté l'ordre du sacré pour devenir le sacré de l'autre.

- 39 C'est dans ce sens que nous pouvons lire les travaux de Robert Darnton sur le caractère « subversif » de la littérature « philosophique » dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle. Et c'est ainsi que nous devons lire cette extériorité qui se constitue entre le quartier et « votre » bibliothèque au moment où celle-ci est attaquée. Comme toujours dans le cadre de tout conflit, cette extériorité est profondément ambiguë et elle ne peut pas être totale, car c'est aussi la bibliothèque de « notre » quartier. Mais au moment du conflit, la menace de faire basculer la bibliothèque de l'autre côté de la frontière est bien là. Et cet autre côté a un double visage, celui d'un autre groupe social (classes moyennes ou fonctionnaires, agents de l'institution scolaire et bibliothécaires, par exemple) mais c'est aussi, en même temps, le côté des « politiques », des autorités réduites à la catégorie de « gouvernants », de ceux qui nous gouvernent – et qui donc « ne nous représentent pas ».
- 40 Toujours dans cette perspective, la bibliothèque s'inscrit dans un ordre qui nous comprend, elle contient quelque chose qui relève du « sacré », de la « culture universelle », et ce n'est donc pas bien de brûler des livres. Mais les attaques dont elle est l'objet par la pierre ou par le feu nous disent aussi, en même temps, qu'elle n'est qu'un équipement destiné à ceux qui réussissent à l'école, pour ceux qui vivent du livre, pour les classes moyennes. À ce moment-là, la bibliothèque devient le sacré de l'autre. Et c'est précisément ce qui est attaqué et pour cette raison-là que la bibliothèque devient une cible. De façon à peine caricaturale, « si nous sommes loin de l'emploi et de l'école, si on nous dit sans cesse que nous ne maîtrisons pas “le français”, alors, la bibliothèque n'est pas pour nous. Alors vous dites qu'elle est importante, sacrée, que celui qui brûle des livres est un sauvage [...] ». Les attaques des bibliothèques visent à sortir les équipements destinés aux classes moyennes, et sur lesquels repose le régime politique, du champ du sacré pour les inscrire dans l'espace conflictuel du politique.
- 41 Comme nous l'avons vu, plusieurs conditions aident à définir ainsi cette conjoncture. La séparation de plus en plus nette entre gouvernants et gouvernés (la conscience d'une « classe politique ») en est une, les processus de fracture sociale en sont une autre. Mais il y a encore deux conditions qui rendent possible de concevoir les incendies de bibliothèques de cette façon. La première est liée au silence qui entoure les incendies ; la seconde au fait que, matériellement parlant, il peut être banal de brûler des livres.
- 42 La question du silence qui entoure les incendies des bibliothèques apparaît dans le récit de cette directrice qui nous raconte comment sa bibliothèque a été la cible d'attaques répétées : « *Nous avons reçu une balle cet été, pendant les vacances. La bibliothèque était*

*fermée, mais il n'y a pas eu de suites.* » Puis, après m'avoir expliqué que pratiquement personne ne s'est intéressé à ces balles tirées contre sa bibliothèque, elle me raconte que les portes étaient « toujours caillassées » et que « la mairie a dû les changer trois fois consécutives dans l'espace de quelques mois. C'est un sas très important et très imposant, les gens doivent pousser deux portes très lourdes et très imposantes pour entrer dans la bibliothèque. Alors, forcément, elles sont toujours caillassées ». Elle évoque ensuite l'intervention matinale du géographe dans le cadre de la formation où j'ai réalisé cet entretien : pour lui, la bibliothèque est « un sas pour toutes les personnes qui réussissent ». Sous-entendu : ce sont ceux qui échouent qui caillaient les portes. C'est alors qu'elle me parle du maire : « Le maire n'est jamais venu parler avec moi pour me dire : "M<sup>me</sup> P., ça fait la troisième fois que les vitres sont cassées, qu'est-ce qui se passe ?" Non, rien. Je suis dans une ville communiste et, pour eux, la culture a un coût, ça se paye, puis, "ce sont des dégâts collatéraux". Puis moi, je ne sais pas. J'attends de vous lire [...] »<sup>26</sup>

- 43 Il y a là une attitude que nous avons pu constater dans beaucoup d'autres villes. Le pouvoir politique local fait tout son possible pour qu'on ne parle pas publiquement des attaques faites aux bibliothèques. Les maires, notamment, essaient de ne pas en parler. Nous l'avons vu à La Courneuve, à Goussainville, à Évry, à Saint-Denis, à Villetaneuse, où la bibliothèque Max-Pol-Fouchet a été incendiée dans les années 1990 sans que nous ayons pu jamais en connaître le moindre détail – un incendie tombé dans l'oubli. C'est ainsi que la presse se saisit très peu de ces événements et que, très probablement pour les mêmes raisons, la sociologie n'a jamais, jusqu'à aujourd'hui, montré le moindre intérêt pour l'incendie ou les attaques des bibliothèques – alors qu'elle ne manque vraiment pas d'intérêt pour les émeutes. D'où provient cette mise sous silence ? Du point de vue des maires, on devine facilement qu'ils ne veulent pas nourrir la mauvaise réputation de leur ville et de leur quartier avec un sujet qui peut être facilement exploité dans le jeu de la concurrence partisane par l'opposition.
- 44 Lorsqu'on arrive le matin dans les cités HLM les plus dures de la banlieue, il n'est pas difficile de voir les traces des voitures qui ont été brûlées la nuit. Les motifs de ces incendies peuvent être multiples (conflits entre habitants, protestations collectives ou simplement volonté d'effacer les restes d'une voiture volée en vue de cacher à la police les pistes pouvant conduire aux auteurs). Mais il est très difficile de voir les restes des voitures calcinées. La plupart du temps, on voit seulement les traces que le feu a laissées sur le bitume. Pourquoi ? Parce que les collectivités territoriales disposent de services spécialisés dans l'effacement des traces de ces comportements qui, cumulés à des « incivilités » comme les tags ou autres dégradations du mobilier urbain, atteignent directement le gouvernement local dans son devoir d'entretenir la ville et d'assurer le respect de l'espace public urbain. Les municipalités agissent ainsi dans une logique voisine de celle qui les mène au ramassage des ordures sur la voie publique : « il faut maintenir propre pour que ce soit propre et que les gens respectent la propreté ». On arrive ainsi à provoquer l'impression que rien ne s'est passé. Le caractère muet de ces actes ne provient pas seulement du fait qu'ils ne sont pas accompagnés de discours, mais de ce que les gouvernements s'efforcent d'éviter qu'on en parle, de les étouffer. Le pouvoir politique donne ainsi l'impression qu'il n'y a aucune conséquence de ces actes sur le corps social. L'État s'empresse de reconstruire rapidement tout ce qui est « dégradé », comme un jeu du chat et de la souris qu'il entretient avec « les casseurs ». Mais du coup, toute parole qui ne prend pas la forme d'une condamnation de ces actes

comme étant des actes de « délinquance » ou d'une dénonciation du « coût que ces actes de vandalisme représentent pour la communauté » disparaît.

- 45 Dans le cas des bibliothèques et surtout des livres, à cette question du silence s'ajoute un autre aspect singulier, qui constitue la deuxième condition générale contribuant à ce que la dimension symbolique de la bibliothèque se voie isolée et à ce qu'elle devienne le sacré de l'autre que l'on prend pour cible. Les bibliothécaires, les enseignants, les hommes politiques et un nombre important d'habitants considèrent effectivement comme un sacrilège de brûler des livres, de s'attaquer à la culture. Les sociologues ne cessent de qualifier ces actes de nihilisme ou d'actions autodestructrices. Mais du point de vue de beaucoup, et notamment des auteurs, « *il ne faut pas exagérer. Après tout, m'a dit un bibliothécaire, dans ces annexes de quartier, il n'y a pas d'incunables. Alors, [après l'incendie] les collections seront refaites et tout repartira comme avant. Souvent mieux qu'avant, parce que ces incendies représentent pour nous l'occasion d'aller demander aux pouvoirs politiques de mettre les moyens que nous demandons depuis des années sans succès.* »<sup>27</sup> L'attaque isole la dimension symbolique de la bibliothèque. C'est cette séparation des dimensions symbolique et matérielle de l'institution qui permet de faire glisser le sacré du fondement de l'ordre politique au sacré de l'autre, de symbole de l'espace public à emblème d'un groupe qui constitue notre opposant et se cache derrière ces symboles qu'il dit représenter l'ordre de la République. Ce glissement constitue la raison pour laquelle les incendies représentent toujours une situation « *très, très traumatique. On a mis des mois à s'en remettre.* ». Ou comme me l'a dit l'ancienne directrice de la bibliothèque Louis-Aragon, entièrement détruite par les flammes, à Auby : « *Les gens sont venus nous dire leur douleur les larmes aux yeux. Il y a eu un peintre qui est venu mettre ses petits tableaux qu'il peignait avec Don Quichotte. C'était très drôle... enfin, si, très drôle. C'est une équipe de huit personnes qui ne s'en remet pas parce qu'on ne sait pas comment se reconstruire. C'est à cause de ça que je suis partie d'Auby.* » – elle est prise par l'émotion et sa voix se brise quelques instants. Puis cette femme d'une cinquantaine d'années reprend : « *Je n'ai jamais pu comprendre ce qui s'est passé. Même aujourd'hui, vous voyez, c'était en 2005 et on n'a jamais réussi à s'en remettre. C'est pour ça que je suis partie.* »<sup>28</sup>

- 46 Ce contraste évident entre l'importance symbolique que les livres représentent pour tous ceux qui vivent du livre et la matérialité de leur destruction est aussi à rapprocher d'un élément du contexte. Nous vivons en France dans une société d'abondance. Il y a des livres partout, qui sont consommés comme n'importe quelle autre marchandise. Ainsi, je me rappelle mon étonnement, fraîchement arrivé à Paris comme étudiant, face au nombre impressionnant d'exemplaires de classiques, de Molière à La Fontaine, en passant par Camus, Zola ou Victor Hugo, que je voyais sur les trottoirs, dans des cartons, prêts à partir à la poubelle à côté de toute sorte de littérature passée de mode, cette littérature de romans bon marché que beaucoup achètent pour un voyage en train ou pour lire à la plage en train de bronzer. Mais j'étais surpris par ces classiques dont les instituteurs et les professeurs ont commandé la lecture et qui ne servent plus à rien une fois les cours finis. Des livres qui partent donc à la poubelle, inutiles, et qu'il serait plus coûteux de garder à la maison dans une bibliothèque que de les acheter à nouveau en cas d'envie ou de besoin<sup>29</sup>. Venant de Buenos Aires et dans le contexte de ma propre histoire, je me suis jeté avec précipitation sur ces cartons pleins de merveilles, mais aussi d'œuvres futiles qu'aucun bibliothécaire n'aurait gardées. Et puis, il y a ces milliers de livres que les bibliothécaires eux-mêmes envoient au pilon, comme des mauvaises herbes, dans le cadre de régulières opérations de nettoyage ; ou le trop-plein d'invendus que les éditeurs envoient au pilon. Évidemment, ce sentiment de perte

d'importance de la matérialité du livre (et des autres supports) se voit accentué, et ceci de manière croissante, par un phénomène beaucoup plus puissant dont les classes populaires de la périphérie des grandes villes font l'expérience quotidienne : la dématérialisation. Ainsi sont-ils l'un des alliés de ces accès sans limite (ou « illimité », comme promettent les fournisseurs d'Internet et de téléphonie), sans maître et sans gardien, à une culture désacralisée. Une perspective sans doute illusoire<sup>30</sup>, mais qui permet de se passer du garde-frontière le plus proche, notamment lorsque celui-ci ne nous donne pas accès à la porte d'entrée.

- 47 Nous sommes confrontés à un phénomène qui se rapproche de l'image inversée du récit livré par Claude Lévi-Strauss dans sa célèbre « leçon d'écriture »<sup>31</sup>. Rappelons-nous de cette scène où il raconte comment les membres d'une bande de Nambikwara l'imitaient dans l'acte d'écrire en traçant « sur le papier des lignes horizontales ondulées ». L'ethnologue se demande alors : « Que voulaient-ils donc faire ? Je dus me rendre à l'évidence : ils écrivaient ou, plus exactement, cherchaient à faire de leur crayon le même usage que moi, le seul qu'ils puissent alors concevoir, car je n'avais pas encore essayé de les distraire par mes dessins. Pour la plupart, l'effort s'arrêtait là ; mais le chef de bande voyait plus loin. Seul, sans doute, il avait compris la fonction de l'écriture. »<sup>32</sup> Et on connaît la suite. Face aux membres de son groupe et en présence de l'anthropologue, le chef sort des feuilles de papier « écrites » et se met à y « lire » les instructions sur les retours de cadeaux que, disait-il, l'ethnologue devait aux premiers : « À peine avait-il rassemblé tout son monde qu'il tira d'une hotte un papier couvert de lignes tortillées qu'il fit semblant de lire et où il cherchait, avec une hésitation affectée, la liste d'objets que je devais donner en retour des cadeaux offerts. [...] Qu'espérait-il obtenir ? Se tromper lui-même, peut-être ; mais plutôt étonner ses compagnons, les persuader que les marchandises passaient par son intermédiaire, qu'il avait obtenu l'alliance du Blanc et qu'il participait à ses secrets. »<sup>33</sup> Par la suite, Lévi-Strauss se perd dans un territoire inconnu, épisode où il se trouve lui-même ridicule, perdu donc dans ce territoire des « indigènes » que ceux-ci connaissaient au contraire très bien, sans besoin de boussole, de carte ni d'écriture.
- 48 Quel rapprochement entre cette brousse du Mato Grosso des années 1930 et les attaques des bibliothèques de quartier de la périphérie parisienne du début du XXI<sup>e</sup> siècle ? Imaginons l'ethnologue dans une cité HLM de la banlieue parisienne, après une émeute où la bibliothèque a été incendiée, avec un groupe d'habitants. Aujourd'hui, c'est comme si les compagnons du chef ne croyaient pas un instant au papier ni à son « secret ». C'est ce que nous observons à travers ces mises en conflit de la bibliothèque. C'est comme si l'un d'entre eux venait devant le chef au moment où celui-ci finit de lire ses instructions, prenait le papier des mains du prétendu leader et le déchirait. Comme si les membres de la bande ne croyaient plus à cet échange inégal de cadeaux, même s'il est écrit noir sur blanc que l'échange est équitable et que cela doit être ainsi. Le papier déchiré, il n'y aurait alors plus de secret, ni de mystique ni de pouvoir. Les « indigènes » seraient partis de leur côté, laissant seul leur prétendu chef avec son allié Blanc.
- 49 Où se situerait alors la rupture ? Au moment où quelqu'un détruit l'écrit permettant au groupe de partir ensemble, le dos tourné au chef et à son allié ? Ou peut-être avant, lorsque le chef a raté sa performance faute de ne pas avoir compris que ses pairs ne croyaient plus au secret de l'écriture et qu'ils n'étaient pas disposés à accepter tel quel ce système d'échanges ? En créant une situation de conflit (lorsqu'ils incendient la bibliothèque, mettent ses livres par terre, insultent une bibliothécaire ou cassent les

vitres et les portes, lorsqu'ils disent « tu te crois qui pour me donner des ordres ? »), les habitants poussent la bibliothèque à sortir de sa « simple » qualité de service public. Son statut d'équipement collectif est mis en question, voire dénoncé. En revanche, sa dimension symbolique revient au premier plan. Le secret de l'écriture est mis en débat.

- 50 L'un des effets premiers provoqués par les pierres et les bombes incendiaires est de mettre en question la bibliothèque comme institution destinée à l'individu, aux individus. La bibliothèque est déstabilisée dans sa posture d'institution qui épuise ses forces dans sa relation aux usagers et, à la limite, s'efforce de convertir les indifférents, tous ceux qui ne viennent pas s'inscrire, en usagers. Ainsi sont resignifiées les classes populaires en usagers de la bibliothèque. Ces mêmes classes populaires qui refusent le temps d'un instant d'être des usagers pour devenir un collectif qui constitue en face-à-face deux groupes sociaux : les habitants d'un côté, les bibliothécaires et leurs alliés de l'autre. Une mise en conflit qui n'est évidemment que pari. La formation du collectif réussira-t-elle ? Ces segments de classe populaire, ces éclats de la modernisation que nous observons dans les périphéries se mettront-ils côte à côte pour former une ligne continue ? Finiront-ils par agir comme une « classe », au sens que les penseurs du XIX<sup>e</sup> siècle et les historiens de la classe ouvrière donnèrent à ce mot ? Rien n'est moins sûr. Mais leur action semble aller dans le sens du collectif dans un contexte d'atomisation sociale et politique. L'issue du conflit ne dépend pas uniquement des lanceurs de cocktails Molotov, des « casseurs » ou des « jeunes de banlieue ». D'autres forces débordent leurs forces avec force. L'attitude des autres habitants de ces mêmes quartiers constitue la première question. Celle des partis et des pouvoirs locaux qui détiennent les clefs des bibliothèques en est une autre. La municipalisation des bibliothèques (qui ne peuvent dès lors plus être « populaires »), la professionnalisation des bibliothécaires (qui ne peuvent dès lors plus être « militants » ou « bénévoles ») font partie des éléments du conflit. La bibliothèque elle-même devient un agent politique qui ne peut plus être partisan (en ce qu'il ne peut plus prendre parti). Situation difficile à tenir dans le cadre d'un conflit politiquement si aigu, comme si les bibliothécaires étaient appelés, puis poussés de part et d'autre pour savoir de quel côté ils se situent.

---

## NOTES

1. « Il n'y a point de livre, pour mauvais qu'il soit, qui ne contienne quelque chose de bon. » La phrase, attribuée à Pline le Jeune (*Correspondance*, livre III, v. 10) est placée en ouverture du *Lazarillo de Tormes*, « Prólogo », Madrid, Planeta, 1995, p. 5 [Paris, Gallimard, 2008].

2. Roger Chartier, « Lecteurs et lectures à l'âge de la textualité électronique », in Gloria Origgi, Noga Arikha (dir.), *Text-e. Le texte à l'heure de l'Internet*, Paris, Éditions de la Bibliothèque publique d'information – Centre Pompidou, 2003, p. 26.

3. Michèle Petit *et al.*, *De la bibliothèque au droit de cité. Parcours de jeunes*, Paris, Éditions de la Bibliothèque publique d'information, 1997.

4. Sur les rapports entre « citoyenneté », « classes populaires », « quartiers » et « État » en France, voir les travaux pionniers de Numa Murard, notamment Numa Murard (dir.), *Pauvres et citoyens ? Faites vos preuves !*, rapport de recherche au Fonds d'action sociale présenté par l'association Travaux de recherche et d'analyse du social et des sociabilités (TRASS), Paris, mai 1995.
5. Colloque « La bibliothèque comme outil de lien social », conseil général du Val-d'Oise – communauté d'agglomération Val de France – association Cible 95, Villiers-le-Bel, 2 décembre 2008. Pour ma communication, voir « Bibliothèques et fractures sociales ».
6. Voir Robert Castel, *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Fayard, 1995 (coll. L'espace du politique) ; Jacques Rancière, *La mésentente. Politique et philosophie*, Paris, Galilée, 1995 (coll. La philosophie en effet).
7. Étienne Tassin, « Les gloires ordinaires. Actualité du concept arendtien d'espace public », *Sens public*, n°15-16, dossier « A-t-on enterré l'espace public ? », juillet 2013, pp. 23-35.
8. Rappelons que l'argument des « conservateurs » consistait à dire que si un individu pouvait mettre en question une institution, comme l'armée ou la justice, l'ordre social allait se décomposer, car il pouvait alors avoir autant de questionnements de chaque décision qu'il y a d'individus dans une société, et tous seraient alors « légitimes ».
9. Émile Durkheim, *L'individualisme et les intellectuels*, Paris, Mille et une nuits, 2002 (coll. Mille et une nuits ; 376). Sur la question du sacré, voir *Les formes élémentaires de la vie religieuse. Le système totémique en Australie*, Paris, PUF, 1994 (coll. Quadrige ; 77). Sur le rôle du sacré dans la modernité et le rôle de l'État dans son institutionnalisation progressive, voir les *Leçons de sociologie. Physique des mœurs et du droit*, Paris, PUF, 1950 (coll. Bibliothèque de philosophie contemporaine).
10. Étienne Tassin, *Le trésor perdu. Hannah Arendt, l'intelligence de l'action politique*, Paris, Payot et Rivages, 1999 (coll. Critique de la politique).
11. Le rapport continue avec la description de plusieurs cas dans le Val-de-Marne et le Val-d'Oise. Il contient une liste – établie le 15 novembre 2005 – de 13 bibliothèques prises pour cible lors de la révolte de novembre 2005.
12. Et surtout (quelle horreur !) parce qu'on n'évoque jamais cette autre phrase : « la bibliothèque a été purifiée par les flammes » comme auraient sûrement affirmé les auteurs d'un autodafé.
13. Voir l'analyse qu'Hervé Renard a faite à propos des débats entre bibliothécaires de toute la France qui ont suivi, dans leurs listes de discussion (comme biblio.fr) ou dans la presse spécialisée (comme *Livre Hebdo*). Hervé Renard, *Incendies volontaires de bibliothèques : bruit et silence des bibliothécaires*, Mémoire d'étude pour le diplôme de conservateur des bibliothèques : enssib, janvier 2010. [En ligne] < <http://www.enssib.fr/bibliotheque-numerique/document-48299> >.
14. Mary Douglas, *De la souillure. Essai sur les notions de pollution et de tabou*, Paris, La Découverte, 2001 (coll. La Découverte-poche ; 104) (*Purity and Danger*, 1966).
15. Voir à ce propos l'intéressante étude de Luc de Heusch, qui introduit l'édition française de *Purity and Danger*, *op. cit.*, « Préface à l'édition de 1971 », pp. 7-20.
16. Je prends aussi en considération ici Mary Douglas, *Natural Symbols*, Londres - New York, Routledge, 2007 (édition accompagnée d'une nouvelle introduction, 1<sup>re</sup> édition 1970).

17. Stéphane Beaud, Michel Pialoux, « La “racaille” et les “vrais jeunes”. Critique d’une vision binaire du monde des cités », *Liens socio*, novembre 2005. [En ligne] < [http://www.liens-socio.org/article.php3?id\\_article=977](http://www.liens-socio.org/article.php3?id_article=977) > (consulté le 15 mai 2006).
18. La bibliothèque municipale Louis-Aragon, dans la petite ville d’Auby, près de Douai (Nord), a été incendiée dans la nuit du 11 novembre 2005. À cette occasion, la mairie a aussi été attaquée, et le lendemain : « 12 h 18 – Auby. Plusieurs centaines d’habitants d’Auby (Nord) participent à une marche silencieuse pour dénoncer l’incendie de la médiathèque municipale », selon une dépêche du site *Nouvelobs.com*, qui recense les événements concernant les émeutes « heure par heure » sous une rubrique « Violences urbaines ». [En ligne] < <http://tempsreel.nouvelobs.com/actualite/societe/20051108.OBS4513/les-evenements-du-jeudi-10-novembreau-lundi-14-novembre-avant-18h.html> > (consulté le 18 juin 2011).
19. Victor Hugo, « À qui la faute ? », *L’Année terrible*, in *Œuvres poétiques*, vol. 3, Paris, Gallimard, 1974 (coll. Bibliothèque de La Pléiade) [1<sup>re</sup> édition 1872]
20. C’est dans le cadre de la transition de la dictature à la démocratie pendant les années 1980 et 1990 que j’ai pris conscience du changement de statut de la violence dans ces deux régimes. L’exclusion de toute violence, dans le second, permet de fixer les limites du politique et est ainsi fondatrice du pacte social : plus personne ne pourra se servir des armes pour parvenir à ses fins politiques. Mais par ce même changement, la violence sert aussi à disqualifier l’action de tous ceux qui posent problème à l’ordre de la domination : les modalités de l’action contestataire sont disqualifiées comme violentes. Denis Merklen, « De la violence politique en démocratie », *Cités*, 2012, n° 50, pp. 50-73.
21. Albert Camus, *La peste*, in *Œuvres complètes*, vol. 2, Paris, Gallimard, 2006 (coll. Bibliothèque de la Pléiade), p. 208.
22. C’est le cas des travaux déjà cités de Raymond Williams, mais auxquels il faut naturellement ajouter au moins ceux d’Edward Palmer Thompson et du marxisme italien. Pour une conception de la culture dans la perspective du concept gramscien d’hégémonie, voir Raymond Williams, *Marxism and Literature*, Oxford, Oxford University Press, 1977, p. 153 sq., notamment les chapitre 6, “Hegemony”, et 9, où il développe son célèbre concept de “ *structures of feeling* ”.
23. *Ibid.*, p. 113.
24. Je suis ici la conceptualisation proposée par Emilio De Ipola et Juan Carlos Portantiero, « Lo nacional-popular y los populismos realmente existentes », in Emilio De Ipola, *Investigaciones políticas*, Buenos Aires, Nueva Visión, 1989, pp. 21-36.
25. Sur cette idée d’une « différence » (un point de vue particulier) qui « prétend » s’ériger en totalité sans jamais y parvenir, voir Ernesto Laclau, *La raison populiste*, Paris, Seuil, 2008 (coll. L’ordre philosophique) (*On populist reason*, 2005).
26. Sylvie, directrice de la bibliothèque municipale de Pierrelaye (Val-d’Oise). L’entretien a été réalisé à Taverny, le 5 novembre 2009, après une formation pour bibliothécaires organisée par le département du Val-d’Oise.
27. Ex-directeur de la bibliothèque Albert-Camus (43 ans), à Épinay-sur-Seine, incendiée en 2000 et dont je n’ai trouvé aucune trace dans la presse. Entretien réalisé au Salon du livre de Paris en 2010.
28. Entretien réalisé à Taverny, le 5 novembre 2009.

29. Des listes qui surprennent toujours, car elles disent quelque chose de leur propriétaire et de son quartier. Ainsi, le jour où j'allais rédiger ces lignes, j'ai trouvé sur un trottoir du XIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris, laissé dans un mince sac en plastique, à côté des poubelles (mais pas à l'intérieur, comme pour laisser la chance à quelqu'un d'en profiter), un bout de bibliothèque privée dont voici la liste : Nicolas Rey, *Un léger passage à vide*, Paris, Au diable Vauvert, 2010 ; Sacha Guitry, *Mémoires d'un tricheur*, Paris, Gallimard, 2004 (coll. Folio) ; Philippe Sollers, *Les voyageurs du temps*, Paris, Gallimard, 2009 (coll. NRF) ; Patricia Delahaie, *Être la fille de sa mère et ne plus en souffrir*, Paris, Marabout, 2002 ; *Istanbul, city guide*, AS & 64 Ltd. Co., 2008 ; Philippe Labro, *Tomber sept fois se relever huit*, Paris, Gallimard, 2005 (coll. Folio) ; Laurent Greilsamer, *Le prince foudroyé. La vie de Nicolas de Staël*, Paris, Fayard, 1998 ; Philippe Dubois, *L'acte photographique*, Paris, Nathan, 1990 (coll. Nathan-université ; Série Cinéma et image) ; Clément Rosset, *Le réel et son double*, Paris, Gallimard, 1993 (coll. Folio essais) ; et ici, immanquable au fond du sac, Michel Houellebecq, *La possibilité d'une île*, Paris, Fayard, 2007 (coll. Le Livre de poche).

30. Roger Chartier, « Lecteurs et lectures à l'âge de la textualité électronique », *art. cité*, et du même auteur, « Le lecteur dans un monde en perpétuelle mutation », in Jean-Yves Mollier *et al.*, *Où va le livre ?*, Paris, La Dispute, 2007 (coll. États des lieux), pp. 345-360.

31. Claude Lévi-Strauss, « Leçon d'écriture », *Tristes tropiques*, in *Œuvres*, Paris, Gallimard, 2008 (coll. Bibliothèque de la Pléiade), pp. 293-305.

32. *Ibid.*, p. 296.

33. *Ibid.*